

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal d' Irak

Dossier

N° 522 du 26.11.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Irak" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

d) Sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

e) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

f) et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_irakiens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_irakiens.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

### Sommaire :

Tiré à part :

Lorientlejour : [Avertissement implicite de Clinton à l'Iran: Pas d'intervention en Irak.](#)

1 Dossier & Point de vue

1-1 Bill Van Auken : Les Etats-Unis planifient un renforcement militaire dans le Golfe persique pour compenser le retrait de l'Irak

1-2 L'unité de l'Irak toujours menacée : La chasse au Bâath relancée.

3 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

3-1 Gilles Munier : [Bagdad : un des organisateurs des «Journées de la colère» assassiné par le régime Maliki.](#)

4 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion

[4-2 Francisco Vielma : Les tyrans pétroliers dans le monde.](#)

4-3 Tony Cartalucci : Le Retrait Des Troupes US D'Irak =Très Suspect - Israël Contrôle les Ventes d'Armes de l'Allemagne.

5-1 Justin Logan : Iran: Les USA doivent retenir les leçons de la guerre en Irak

---

---

---

Tiré à part :

Lorientlejour : [Avertissement implicite de Clinton à l'Iran: Pas d'intervention en Irak.](#)

La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, a implicitement averti l'Irak samedi de ne pas chercher à intervenir dans les affaires irakiennes, au lendemain de la confirmation par le président Barack Obama du retrait militaire américain d'Irak à la fin de l'année.

"Au moment où nous ouvrons ce nouveau chapitre des relations avec un Irak souverain, nous disons aux Irakiens: l'Amérique est à vos côtés au moment où vous faites un nouveau pas sur le chemin pour assurer votre démocratie", a déclaré à Douchanbé la chef de la diplomatie américaine, en visite au Tadjikistan.

"Et aux pays de la région, particulièrement aux voisins de l'Irak, nous tenons à souligner que l'Amérique se tiendra aux côtés de ses alliés et amis, Irak compris, pour défendre notre sécurité et nos intérêts communs".

"Nous maintiendrons une présence robuste dans la région, ce qui est la preuve de notre engagement qui se poursuit pour l'Irak et l'avenir de cette région, qui recèle tant d'espoirs et doit être préservée d'influences extérieures pour poursuivre sa voie vers la démocratie," a-t-elle conclu.

Le président Obama a confirmé vendredi le retrait des quelque 39.000 soldats américains encore stationnés en Irak d'ici à la fin de l'année, une décision critiquée par la droite américaine qui estime qu'elle va accroître l'influence iranienne dans ce pays. Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a estimé que cette confirmation était "une bonne chose", dans une interview à la chaîne américaine CNN, mais qu'elle aurait du intervenir "depuis longtemps".

Téhéran a pris une position très mesurée lors de l'intervention américaine de 2003 qui l'a débarrassé du régime de Saddam Hussein, son principal ennemi, et a amené au pouvoir la majorité chiite du pays, mais a ensuite très vite réclamé le départ des troupes américaines accusées de constituer un facteur de tension dans la région.

22/10/2011

[http://www.lorientlejour.com/category/Derni%C3%A8res+Infos/article/728343/Avertissement\\_implicite\\_de\\_Clinton\\_a\\_Irak\\_%3A\\_Pas\\_d'intervention\\_en\\_Irak.html](http://www.lorientlejour.com/category/Derni%C3%A8res+Infos/article/728343/Avertissement_implicite_de_Clinton_a_Irak_%3A_Pas_d'intervention_en_Irak.html)

---

## 1 Dossier & Point de vue

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 1-1 Bill Van Auken : Les Etats-Unis planifient un renforcement militaire dans le Golfe persique pour compenser le retrait de l'Irak.

Le gouvernement Obama et le Pentagone planifient un renforcement considérable des moyens militaires dans le Golfe persique pour compenser le retrait des troupes de l'Irak et se préparer à de nouvelles guerres dans la région.

Les responsables, les diplomates et les commandants américains cités dans un article publié dimanche par le New York Times ont indiqué que de nouveaux déploiements pourraient inclure le stationnement de brigades de combat au Koweït, de l'autre côté de la frontière de l'Irak à une distance permettant facilement de frapper l'Irak et d'« envoyer dans la région davantage de bâtiments de guerre par les eaux internationales. »

L'existence de ces projets a émergé après l'annonce faite par le président Barack Obama le 21 octobre que toutes les forces américaines occupant l'Irak seront retirées du pays avant la fin de cette année.

Alors que le gouvernement Obama et ses apologistes présentent ce projet de retrait comme la réalisation des promesses de campagne du président démocrate concernant la fin de la guerre en Irak, et même comme un tournant vers la paix dans la région, en fait il n'en est rien.

En fait, la date d'échéance du retrait en décembre 2011 avait été fixée par le gouvernement Bush dans un Status of Forces Agreement (un accord sur le statut des forces, SOFA) négocié en 2008 avec le régime de Bagdad soutenu par les Etats-Unis. Les deux gouvernements de Bush et d'Obama, aux côtés de leur gouvernement clientéliste de Bagdad ont cherché à négocier un nouvel accord qui aurait permis que jusque 20.000 forces américaines demeurent dans le pays, enregistrés comme « formateurs » et « conseillers. »

Ces négociations ont toutefois échoué en raison de l'incapacité du régime irakien à obtenir une approbation parlementaire pour l'immunité juridique des troupes américaines exigées par le Pentagone. Compte tenu de la colère profonde ressentie par le peuple irakien contre les crimes de guerres atroces commis par les forces américaines et la perte de plus d'un million de vies irakiennes depuis l'invasion de 2003, aucun parti irakien majeur n'est prêt à associer son nom à un soutien à l'impunité de l'armée américaine.

Dans les coulisses, les négociations se poursuivent entre Washington et le gouvernement irakien au sujet du maintien de troupes américaines pour les forces de sécurité irakiennes.

Tom Donilon, conseiller à la Sécurité nationale des Etats-Unis, a rencontré samedi à Washington son homologue irakien Falah al-Fayyath pour discuter de la façon dont ces liens vont être maintenus après le retrait planifié. Selon une déclaration de la Maison Blanche, les deux responsables « ont réaffirmé la vision commune d'un profond partenariat élargi entre les Etats-Unis et l'Irak comme prévu dans le Strategic Framework Agreement (accord cadre stratégique). »

Le porte-parole de la Maison Blanche a ajouté que les deux responsables « étaient déterminés à développer des mécanismes supplémentaires pour l'établissement d'un dialogue stratégique continu entre les Etats-Unis et l'Irak. »

Washington n'abandonne en aucun cas sa tentative de dominer l'Irak. Ils projettent de laisser là-bas une force de quelque 5.500 employés de sécurité privés en tant qu'armée de mercenaires contrôlée par le Département d'Etat américain, ainsi que quelque 16.000 civils employés par le gouvernement américain et basés dans la plus grande ambassade américaine du monde. Un rapport publié dimanche par l'Inspecteur général spécial américain pour la reconstruction de l'Irak (Special Inspector General for Iraq Reconstruction, SIGIR) cite le chef d'état-major de l'armée irakienne, le lieutenant général Babaker Zebari, disant que les forces de sécurité irakiennes n'auront pas la capacité « sans l'aide de partenaires internationaux » de défendre

l'espace aérien et les frontières du pays jusqu'à l'horizon 2020 à 2024. Manifestement, l'implication est que les Etats-Unis resteront la force militaire dominante en Irak bien après la date limite du retrait, et ce au moyen essentiellement d'une puissance aérienne.

Néanmoins, les plans d'urgence révélés dimanche par le Times indiquent que Washington se prépare à une guerre bien plus vaste dans la région après le retrait des troupes d'Irak.

De nouveaux objectifs pour une agression américaine comprennent à la fois la Syrie et l'Iran. La déclaration faite par le président Barack Obama après le meurtre sordide le 20 octobre du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi contenait une menace à peine voilée que la Syrie se trouvait dans la ligne de mire des Etats-Unis et de l'OTAN pour une opération de changement de régime identique à celle menée en Libye.

Le sérieux accordé à ces menaces par le régime syrien a été reflété dans une interview de Bashar al-Assad publiée dimanche par le journal britannique Telegraph. Le président syrien a averti qu'une intervention occidentale en Syrie provoquerait un « séisme » qui ébranlerait la région et menacerait de déclencher des « dizaines d'Afghanistan. »

Les Nations unies ont estimé que jusqu'à 3.000 Syriens sont morts dans les troubles qui ont balayé une grande partie du pays depuis mars dernier. Le gouvernement syrien a affirmé que 1.100 soldats et policiers ont été tués lors des affrontements avec les tireurs antigouvernementaux.

Prendre la Syrie pour cible d'agression représenterait le prélude à une guerre encore plus vaste contre l'Iran que Washington considère comme l'un de ses principaux rivaux dans les deux régions stratégiques riches en énergie du Golfe persique et de l'Asie centrale. Après avoir échoué dans deux guerres extrêmement sanglantes et coûteuses au cours de cette dernière décennie – en Afghanistan et en Irak – pour préserver sa domination dans ces régions, l'impérialisme américain n'abandonnera en aucun cas ses objectifs prédateurs. L'échec de ces deux guerres ne fait que créer une impulsion plus forte encore pour une troisième guerre, contre l'Iran cette fois.

Washington est en train de poursuivre une stratégie d'escalade de provocations contre le régime iranien et qui s'est exprimée tout dernièrement dans sa tentative de faire croire à un « complot terroriste » extrêmement improbable qui impliquerait Téhéran dans une conspiration visant à passer un contrat avec un gang de trafiquants de drogue mexicain pour le meurtre de l'ambassadeur saoudien aux Etats-Unis. Dans le même temps, des diplomates américains parcouraient l'Europe en vue d'obtenir du soutien pour l'imposition de sanctions contre la banque centrale de l'Iran, soit embargo économique hâtif qui constituerait un acte de guerre.

« Gardant l'œil sur la menace d'un Iran belligérant, le gouvernement cherche aussi à élargir ses liens militaires avec les six pays du Conseil de coopération du Golfe (Gulf Cooperation Council, GCC) – l'Arabie saoudite, le Koweït, Bahreïn, le Qatar, les Emirats arabes unis et Oman, » rapporte le Times. Il ajoute que la Maison Blanche et le Pentagone « essaient de développer une nouvelle 'architecture sécuritaire' pour le Golfe persique qui intégrerait des patrouilles aériennes et navales et une défense antimissiles. »

En d'autres termes, Washington tente de rabibocher une alliance anti iranienne et contre-révolutionnaire militaire fondée sur une coopération américaine avec les régimes monarchiques les plus réactionnaires de la région. Un tel pacte militaire viserait à éliminer tout nouveau soulèvement des masses arabes, comme l'avaient faits eux-mêmes les émirats du GCC à l'encontre des masses au Bahreïn, et à fournir une base à l'agression militaire des Etats-Unis contre l'Iran.

Selon l'article du Times, ces préparatifs sont déjà bien avancés et les résultats des négociations concernant l'effectif des forces de combat américaines qui seront déployées au Koweït « seront disponibles dans les jours à venir. »

Il ne fait pas de doute qu'une préoccupation majeure de Washington est la stabilité de ces Etats alliés du Golfe même.

L'Arabie saoudite, clé de voûte de la stratégie contrerévolutionnaire américaine dans la région, a elle aussi été ébranlée par des troubles survenus à l'Est du pays, dans sa province productrice de pétrole et à forte prédominance chiite. Un rapport inhabituellement franc de la monarchie située dans le désert a été affiché dernièrement sur Al Jazeera, indiquant que « la lignée de successeurs octogénaires » de la monarchie corrompue « rappelait les dernières années de l'Union soviétique, lorsqu'un dirigeant infirme succédait au précédent pour une brève période de règne inerte. »

Des aspects de politique interne aux Etats-Unis contribuent aussi au renforcement d'une nouvelle guerre. Obama a subi les feux de la critique des Républicains au sujet de l'annonce du retrait de l'Irak, les sénateurs républicains exigeant des audiences quant à ses implications. Et la menace d'une action militaire contre l'Irak est, à n'en pas douter, considérée au sein de l'aile droite du Parti démocrate comme un moyen efficace de contrer de telles critiques.

Mais ce qui est plus décisif toutefois, ce sont les inquiétudes au sujet des troubles sociaux grandissants aux Etats-Unis qui ont trouvé leur expression initiale dans les protestations Occupons Wall Street qui se sont déclenchées partout dans le pays.

L'élite dirigeante américaine considère une nouvelle aventure militaire comme un moyen de détourner les conflits de classes qui s'intensifient au sein de l'Amérique même.

Bill Van Auken

2 novembre 2011

<http://www.wsws.org/francais/News/2011/nov2011/golf-n02.shtml>

---

## 1-2 L'unité de l'Irak toujours menacée : La chasse au Bâath relancée.

NbNdlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse des auteurs, mais doit être vu comme information

La nouvelle campagne d'arrestations de baâthistes présumés en Irak, lancée par le gouvernement à majorité chiite, risque d'attiser les tensions confessionnelles et même de mettre en danger l'unité du pays, estiment des analystes.

Des centaines d'arrestations de prétendus membres du Baâth, parti au pouvoir sous, Saddam Hussein, mais interdit depuis 2003, ont eu lieu fin octobre à l'instigation du Premier ministre, Nouri al-Maliki, qui les considère comme une menace du pays. Au total, 615 personnes ont été arrêtées au niveau national, selon M. Maliki. En réaction, le conseil de la province sunnite de Salaheddine, où se trouve la ville natale de Saddam Hussein, a décidé par un vote du 27 octobre de devenir une région administrativement et économiquement autonome, à l'instar du Kurdistan voisin. Selon son gouverneur, Ahmad Abdallah, les arrestations effectuées dans la province «sans coordination ni consultation avec nous» constituent la «raison principale» de ce choix.

Dans cette province, 30 personnes avaient été arrêtées quelques jours avant le vote, a précisé la police. Le vote d'autonomie a irrité M. Maliki, même si l'article 119 de la Constitution stipule qu'une décision de cette nature doit être validée par référendum. «Le Baâth veut faire de cette province un refuge pour ses membres, mais cela ne se produira pas», a récemment assuré le Premier ministre. Les arrestations et la volonté d'autonomie affichée par cette province de 1,2 million d'habitants, au nord de Baghdad, illustrent les défis auxquels est confronté le pays, où les sunnites ont gouverné pendant 80 ans avant de laisser les rênes à la majorité chiite en 2003. «Il existe un sérieux dysfonctionnement entre Baghdad et les provinces et il y a aussi une forte tension entre le Premier ministre et ses opposants», remarque Joost Hiltermann, directeur adjoint pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord d'International Crisis Group. «Ces deux phénomènes convergent dans les provinces sunnites, qui s'estiment négligées par Baghdad pour des raisons confessionnelles.

La campagne d'arrestations a renforcé ce sentiment», dit-il. «Ces emprisonnements sont de mauvais augure pour l'Irak, on a le sentiment qu'ils visaient spécialement la communauté sunnite et si cette impression perdure, cela exacerbera les tensions confessionnelles», souligne Ali al-Saffar, analyste irakien de l'Economist Intelligence Unit, basé à Londres. Selon lui, «les sunnites considèrent ces détentions comme injustes, alors que les chiites voient dans le vote (de Salaheddine) une volonté des sunnites de se séparer du centre». Pour John Drake, analyste pour la firme de sécurité AKE, basée à Londres, «l'appel de Salaheddine est peut-être une protestation symbolique face au gouvernement central, mais nous pourrions assister à des demandes identiques dans d'autres provinces pour obtenir des concessions du gouvernement». Ainsi, Anbar, l'autre grande province sunnite, dans l'ouest du pays, a avancé la même demande avant que le président du conseil provincial Mamoun Sami Rachid ne fasse marche arrière pour éviter «une crise avec le gouvernement».

Pour Reidar Visser, qui dirige un site consacré à l'Irak, [www.historiae.org](http://www.historiae.org), «il existe un risque de voir le fédéralisme se transformer demain en séparatisme si Maliki est incapable d'offrir aux habitants de cette province des concessions et un espoir dans l'avenir». Si M. Maliki est opposé à cette autonomie, le président sunnite du Parlement, Oussama al-Noujaifi, estime à l'inverse que la décision de Salaheddine est «constitutionnelle».

Cependant, les experts doutent de la viabilité de l'autonomie de cette province, qui ne dispose pas de richesses naturelles et dont, selon l'ONU, 40% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (2,2 dollars par jour).

[http://www.elwatan.com/international/la-chasse-au-baath-relancee-08-11-2011-146471\\_112.php](http://www.elwatan.com/international/la-chasse-au-baath-relancee-08-11-2011-146471_112.php)

---

---

### 3 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

#### **3-1 Gilles Munier : Bagdad : un des organisateurs des «Journées de la colère» assassiné par le régime Maliki.**

Les manifestations de 9 septembre 2011 en Irak, baptisées « Aube de la libération », ont été entachées par l'assassinat du journaliste Hadi al-Mahdi, 44 ans. Il était connu pour être l'un des principaux organisateurs des « Journées de la colère » qui se déroulent tous les vendredis depuis février dernier dans tout le pays. La veille, un tueur l'a abattu de deux balles dans la tête à son domicile, avec un revolver silencieux. C'est le septième journaliste assassiné depuis janvier 2011.

## Les menaces de Nouri al-Maliki

Le 27 février dernier, Hadi al-Mahdi, ancien membre du parti al-Dawa du Premier ministre Nouri al-Maliki, avait été enlevé par des militaires après la manifestation du vendredi et conduit, les yeux bandés, dans une prison secrète du régime. Accusé d'être un baasiste, il avait été interrogé, torturé à l'électricité, menacé de viol. En mars, un civil avait abordé le journaliste pour lui conseiller de mettre en veilleuse ses activités. L'individu lui avait récité les noms des personnes à qui il avait téléphoné dans la journée pour bien lui montrer qu'il était sous étroite surveillance. Il y a deux mois, craignant pour sa sécurité, Hadi al-Mahdi avait mis un terme aux débats qu'il animait, depuis 2008, trois fois par semaine sur Radio Demozy, où il s'en prenait, non sans humour, à la corruption et à l'incompétence des hommes politiques irakiens, quelles que soient leurs tendances. Des représentants de Nouri al-Maliki avaient alors fait savoir à la direction de la radio que son émission, très écoutée, déplaisait à Nouri al-Maliki. En Irak, ce genre de remarque vaut avertissement. Elle est à prendre très au sérieux.

Hadi al-Mahdi n'en poursuivait pas moins ses activités politiques et voulait faire du 9 septembre un grand moment de la contestation. Amnesty International rapporte que quelques heures avant son assassinat, il a publié sur Facebook le message suivant : « J'ai passé les trois derniers jours dans un état de terreur. Certaines personnes m'appellent et me mettent en garde contre les descentes de la police et les arrestations de manifestants. Quelqu'un me dit que le gouvernement va faire ceci et cela. Une personne sous un faux nom vient sur Facebook pour me menacer ».

Le 9 septembre, un cortège d'une centaine de personnes, précédé par un cercueil symbolique recouvert du drapeau irakien sur lequel était placée la photo de Hadi al-Mahdi, a tenté de se joindre aux manifestants occupant la place Tahrir. Il en a été empêché par les véhicules blindés et des cordons de police barrant les rues attenantes.

8 octobre

Gilles Munier (Afrique Asie – octobre 2011)

---

## 4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

### 4-1 Dana Priest et William M. Arkin : "Top secret america": aux Etats-Unis, un monde caché hors de tout contrôle.

L'éventuelle prolongation de la présence des troupes US en Irak, l'envergure de l'ambassade américaine en Irak, qui ne comportera pas moins de 16 000 personnes (!) au statut flou, l'immense pouvoir occulte délégué à une organisation telle que le JSOC (*Joint Special Operations Command*), comme exposé ci-dessous dans un article paru dans le *Washington Post*, laissent planer des doutes sur la capacité de l'Irak à assurer sa souveraineté et son indépendance.

Les drones militaires et les forces paramilitaires de la CIA ont tué des dizaines de chefs d'Al-Qaïda et des milliers de ses soldats. Mais, il existe une autre organisation mystérieuse qui, elle aussi, a éliminé encore plus d'ennemis des Etats-Unis au cours de la décade qui a suivi le 11 septembre.

Les agents de la CIA ont emprisonné et interrogé près d'une centaine de terroristes présumés dans leurs prisons secrètes éparpillées dans le monde mais les hommes de cette autre organisation en ont interrogé dix fois plus dans des prisons qu'elle seule contrôle en Irak et en Afghanistan.

Depuis les attaques du 11 septembre, ce groupe d'hommes (*et quelques femmes*), a été multiplié par dix tout en maintenant un degré de clandestinité sans aucune mesure avec celle de la CIA. « *Nous sommes la matière noire, nous sommes la force qui ordonne l'univers mais on ne peut nous voir* ». C'est en ces termes qu'un homme de SEAL Marine (*initiales pour mer, air et terre*) décrit son unité sous couvert d'anonymat.

#### Choisir les individus à mettre sur sa liste de cibles et les tuer plutôt que de les capturer

Les SEALs font partie du Commandement des Opérations Spéciales de l'armée américaine connu sous l'acronyme de JSOC (*Joint Special Operations Command*), qui, d'une petite équipe de sauvetage d'otages est devenue une armée secrète. Quand des membres de cette force d'élite a tué Ossama ben Laden, en mai dernier, au Pakistan, les chefs ont célébré non seulement le succès de l'opération, mais le fait que peu de gens connaissaient leur commandement, basé à Fayetteville, NC. Peu d'informations ont circulé, jusqu'à présent, dans le public sur cette organisation.

Deux présidents et trois secrétaires d'Etat ont assez souvent demandé au JSOC de monter des missions de contre espionnage et des raids mortels en Irak et en Afghanistan mais aussi dans des pays avec lesquels les Etats-Unis n'étaient pas en guerre, notamment, le Yémen, le Pakistan, la Somalie, les Philippines, le Nigeria et la Syrie. « *La CIA n'a ni la taille ni l'autorité pour faire ce que nous pouvons faire* » dit-on chez les JSOC.

Le président a, aussi, conféré au JSOC le pouvoir de choisir les individus à mettre sur sa liste de cibles – et de les tuer plutôt que de les capturer. Des critiques ont dénoncé cette chasse à l'homme individuelle, la considérant comme un assassinat,

une méthode interdite par la loi américaine. Cette liste n'est en rien rattachée à une liste similaire de la CIA, mais qui comporte moins de noms.

Créée en 1980, mais réinventée ces dernières années, le *JSOC* est passé de 1800 personnes avant le 11 septembre à 25000, nombre qui fluctue en fonction des missions. Elle a son propre service de renseignement, ses propres drones, et avions de reconnaissance, même ses propres satellites. Elle a aussi ses propres cyber-guerriers, qui, en septembre 2008, ont fermé tous les sites des djihadistes qu'ils connaissaient. Le secret est la marque de fabrique de cette unité ; quand ses membres travaillent au sein d'agences ou ambassades US, à l'étranger, ils se dispensent de porter l'uniforme, ou tout autre nom ou grade, au combat... Le *JSOC* prend ses ordres directement du Président ou du Secrétaire à la Défense et est dirigé et sous le contrôle d'un commandement strictement militaire.

Sous le Président Bush, les opérations du *JSOC* étaient rarement soumises au regard du Congrès, ni avant ni après d'ailleurs car les conseillers du gouvernement considéraient leurs activités comme « des activités militaires traditionnelles ». Obama a adopté exactement la même position mais il a insisté pour que les opérations sensibles du *JSOC* soient présentées à un comité du Congrès spécialement sélectionné.

### **Force létale**

La première mission du *JSOC* en 1980, l'Opération Griffon de l'Aigle (*Eagle Claw*) consistait en une mission de sauvetage des diplomates retenus en otages par les étudiants iraniens à l'ambassade US à Téhéran et s'est terminée par une collision dans le désert et la mort de huit des membres de l'équipe. L'extrême « discrétion » de l'unité engendrait la méfiance des chefs militaires traditionnels et on n'y eut plus recours.

Le Secrétaire à la Défense, Ronald Rumsfeld, se gaussant de ce que la CIA avait pénétré la première en Afghanistan et frustré de la lenteur de l'armée, a insufflé une nouvelle vie à l'organisation. Le noyau du *JSOC* regroupe la Force Delta, le SEAL de la marine, le *24ème Special Tactics Squadron* de l'armée de l'air, le *160th Special Operations Aviation Regiment* de l'armée et le *75 Ranger Regiment*.

Le caractère dangereux de la *JSOC* s'est manifesté en décembre 2001, dans les montages de Tora Bora où, dans les nuits du 13 et 14 décembre, *JSOC* a tué tant de forces ennemies qu'il a fallu enlever les cadavres des combattants d'Al-Qaïda par camions le lendemain. Mais elle a aussi commis des fautes : le 1er juillet 2002, dans ce que la *Rand Corporation* a qualifié « la pire attaque dévoyée de toute la guerre » une équipe de reconnaissance de la *JSOC* à la poursuite de Talibans est tombée dans une embuscade. Un AC 130 a tiré sur six sites dans le village de Kakarak ; tuant des centaines de civils. « *L'incident du mariage* » du nom qui lui a été donné parce que ceux qui assistaient à ce mariage ont été pris pour cible à convaincu les Afghans que les forces américaines n'avaient aucun respect pour la vie des civils.

Il n'empêche que, le 16 septembre 2003, Rumsfeld a signé un ordre renforçant la position du *JSOC* comme centre mondial du contre-terrorisme, et établissant une liste de 15 pays et les activités permises selon certains scénarii avec les approbations préétablies pour les appliquer. En Irak et en Afghanistan, il n'y avait pas besoin d'autre accord pour toute action contre Al-Qaïda. Dans d'autres pays, comme l'Algérie, l'Iran, la Malaisie, le Mali, le Nigeria, le Pakistan, les Philippines, la Somalie et la Syrie- les forces du *JSOC* devaient requérir l'accord tacite du pays concerné ou au moins un blanc seing des hauts échelons de la chaîne de commandement. Aux Philippines, par exemple, le *JSOC* pouvait entreprendre une action psychologique pour confondre ou piéger les agents d'Al-Qaïda, mais avait besoin d'une approbation de la Maison Blanche pour toute action mortelle...

A l'automne 2003, le *JSOC* eut un nouveau commandant qui désirait en faire l'arme la plus efficace de l'arsenal du contre-terrorisme des Etats-Unis. De son perchoir de vice-directeur des opérations de l'Etat-Major, Mc Chrystal en était venu à croire qu'au plus niveau du gouvernement, on détestait prendre des décisions. Personne ne voulait avoir tort, aussi posait-on plus de questions ou ajoutait-on des procédures au processus.

Mc Chrystal se devait donc de « se glisser hors du trou » de l'administration suffocante de Washington. Il déménagea son quartier général dans la base de Balad à 60 kms de Bagdad et s'installa dans un vieil hangar avec trois centraux de communications : un pour combattre les affiliés à Al-Qaïda, un autre pour les extrémistes chiites dans le pays et un troisième pour lui-même pour contrôler toutes les opérations. (...)

### **Aucune guerre moderne n'est gagnée simplement par l'élimination mathématique de l'ennemi**

Tuer l'ennemi était le morceau le plus facile, grâce aux immenses moyens technologiques, mais le trouver ne l'était pas. Mais grâce à Roy Apseloff, directeur du Centre National pour l'Exploitation des Médias, l'agence gouvernementale US pour l'analyse des documents saisis par la communauté du renseignement et les militaires, *JSOC* put recueillir un nombre considérable d'informations....

L'autre défi était d'origine humaine : les interrogateurs étaient mal formés et ignoraient tout de leurs détenus, ne sachant quelle question poser, comment les poser efficacement... Avant même que les photos sur Abu Ghraib n'apparaissent en 2004, un rapport confidentiel avertissait que des éléments du *JSOC* battaient les prisonniers et les détenaient dans des endroits secrets. Lorsqu'ils ne trouvaient pas les hommes dans les maisons fouillées, ils emmenaient les femmes, les mères et les filles. Le rapport concluait au caractère contreproductif de ces méthodes pour obtenir le soutien des Irakiens.

Une autre enquête sur le *JSOC*, en 2004, réalisée sur une période de quatre mois montra que les interrogateurs ne fournissaient aux prisonniers que de l'eau et du pain ; d'autres prisonniers étaient entassés dans des cellules si peuplées qu'ils ne pouvaient ni se tenir debout ni se coucher tandis que leurs gardiens jouaient de la musique à haut volume pour les priver de sommeil. D'autres encore étaient déshabillés, trempés dans de l'eau froide et ensuite interrogés dans des pièces à air conditionné ou dehors dans le froid. ...

Le caractère dangereux du *JSOC* ressort du nombre de morts qu'il fit. En 2008, en Afghanistan seul, ses commandos ont frappé 550 cibles et fait à peu près un millier de morts. En 2009, ils ont exécuté 464 opérations et tué de 400 à 500 personnes. Lors de la descente de l'Irak dans le chaos, à l'été 2005, *JSOC* conduisait 300 raids par mois... Mais si tuer signifie gagner la guerre, le livre sur le *JSOC* pourrait être écrit. Or, aucune guerre moderne n'est gagnée simplement par l'élimination

mathématique de l'ennemi. Même à une époque d'armes « *intelligentes* » les accidents surviennent qui peuvent entraîner des reculs politiques majeurs.

Chaque raid du *JSOC* qui a blessé ou tué des civils, détruit leur maison ou leur source de revenus est devenu source de plaintes si lourdes que leurs effets contreproductifs, jusqu'à ce jour, sont difficiles à évaluer. Le taux de précision dans la cible visée (*individu, maison, business*) est pour le *JSOC* de seulement 50%, ce qu'il considère comme un bon score...

Lors des raids les plus durs, Mc Chrystal s'est souvenu de la description de Lawrence d'Arabie des « *cercles de chagrin* » ou le choc émotionnel ressenti par des petits groupes de combattants devant les morts. Fortement influencé par la vie de Lawrence, Mc Chrystal a vu dans ses troupes, des forces tribales des temps modernes : dépendantes les unes des autres pour la survie et l'attachement...

... Le Département à la Défense a assigné au *JSOC* un plus grand rôle dans un domaine non militaire, dont celui de suivre le flux de fonds des banques internationales vers les réseaux terroristes. Il l'a aussi engagé dans des « *opérations psychologiques* » rebaptisées « *opérations militaires d'information* » et a envoyé des petites équipes de *JSOC* en habits civils dans les ambassades US pour les aider dans leurs campagnes en direction des médias.

Lors de son arrivée à la Maison Blanche, Obama a chouchouté l'organisation et s'en est servi plus que son prédécesseur. En 2010, il a secrètement dirigé des troupes du *JSOC* au Yémen pour éliminer les chefs d'Al-Qaïda dans la péninsule arabe. Le Printemps arabe a obligé la Maison Blanche à différer certaines opérations du *JSOC*.

Mais en dehors de réseaux terroristes, l'ennemi de longue date du *JSOC* reste en fait la bureaucratie à Washington...

Version intégrale : « *Top Secret America : The Rise of the New American Security State* » par Dana Priest et William M. Arkin *Washington Post* - 2/9/11) –

Traduction (*extraits*) : Xavière Jardez

[http://www.washingtonpost.com/world/national-security/top-secret-america-a-look-at-the-militarys-joint-special-operations-command/2011/08/30/gIQAyYuAxJ\\_story.html](http://www.washingtonpost.com/world/national-security/top-secret-america-a-look-at-the-militarys-joint-special-operations-command/2011/08/30/gIQAyYuAxJ_story.html)

Livre: [http://www.amazon.fr/Top-Secret-America-American-Security/dp/0316182214/ref=sr\\_1\\_1?s=english-books&ie=UTF8&qid=1316365642&sr=1-1](http://www.amazon.fr/Top-Secret-America-American-Security/dp/0316182214/ref=sr_1_1?s=english-books&ie=UTF8&qid=1316365642&sr=1-1)

<http://www.france-irak-actualite.com/>

Dana Priest et William M. Arkin (*Washington Post* - 2/9/11) –

<http://www.france-irak-actualite.com/>

---

## 4-2 Francisco Vielma : Les tyrans pétroliers dans le monde.

Après la seconde guerre mondiale, les puissances triomphantes ont commencé une nouvelle phase de contrôle hégémonique sur le monde. Des facteurs tels que la position stratégique et l'énergie, ont été les principaux éléments qui expliquent l'intervention militaire, la guerre, l'interventionnisme politique, les coups d'État et les assassinats partout dans le monde entier, comme action spécifique et historiquement démontrée de pays comme les États-Unis, le Royaume Uni, la France, entre autres.

Mais il convient de s'arrêter au facteur énergétique. Comme nous le savons, l'énergie fossile est un élément clé dans le système économique mondial. C'est le produit qui fait marcher la planète. Le pétrole est la clé du système de production des pays développés, parce qu'ils n'ont pas su concevoir un système de développement au-delà des règles du capitalisme et du faux développementisme, dans lequel la nature du capital est de croître indéfiniment, de croître ou de périr. Cela implique l'utilisation démesurée et accélérée des ressources naturelles comme le pétrole, qui se trouve à l'extérieur des pays développés.

La clé de la survie des Empires, est le contrôle de l'énergie et des matières premières. C'est pourquoi, depuis le début du XXe siècle le contrôle politique de l'énergie des pays dotés d'énergie et de matières premières s'est déjà pratiqué. Ce contrôle a été imposé sur la base de l'inégalité, ce qui a évidemment historiquement favorisé les pays développés au détriment de la richesse des pays propriétaires de l'énergie et des matières premières, Cette inégalité a été imposée par le contrôle de la direction politique des pays dotés de ces ressources, par l'utilisation de la force militaire, ou par l'utilisation de règles inégales dans le commerce international. Concrètement dans le cas du pétrole, l'OPEP a pris naissance dans les années 1960 dans le but de défendre les intérêts des pays possesseurs de ce point.

Dans un cadre global inégal dans l'exploitation des richesses, dans commerce international injuste, dans des conditions injustes impliquant le pillage des richesses pétrolières des pays à des prix dérisoires, nous avons vu comment historiquement, dans la plupart des pays riches en ressources, leurs peuples ont été soumis à des conditions de pauvreté et d'inégalité. Un cas emblématique à cet égard, a été le Venezuela du XXe siècle, qui, alors qu'il était le principal exportateur de pétrole au monde de 1925 à 1960, a maintenu un niveau de pauvreté autour de 68 %. Les asymétries ont toujours été visibles, dans les pays riches en pétrole, c'est pourquoi s'y sont trouvés des secteurs sociaux qui ont exigé des changements dans l'utilisation de la richesse nationale, c'est pourquoi il y a eu des troubles politiques et sociaux qui sont clairement prévisible.

Les bouleversements sociaux et les changements politiques se sont produits par intermittence dans tous les pays riches en pétrole. Mais dans de nombreux cas, ces transformations n'ont pas eu l'approbation des pays développés, surtout des États-Unis, le pays qui consomme le plus de pétrole sur la planète. Les changements politiques dans les pays riches en pétrole qui n'ont pas été approuvés par les États-Unis, ont été précisément ceux qui imposent de nouvelles règles dans le commerce dans l'exploitation du pétrole et dans sa fourniture, par le biais de taxes, des concessions et de collecte de redevances. La création de conditions plus favorables pour les pays détenteurs de pétrole, met en péril la marge de profit des compagnies pétrolières transnationales et les sociétés captatrices de la richesse engendrée par la fourniture de cette matière première.

Historiquement les Etats-Unis dans leur quête de matières premières et d'énergie bon marché ont assuré ce pillage des pays du tiers-monde, en utilisant l'ingérence politique et dans beaucoup de cas l'ingérence militaire. Mais ces stratégies ne fonctionnent pas elles seules, car, après la seconde moitié du XXe siècle, ils utilisent les armes de propagande mondiale, de l'intermédiation des organismes internationaux et de l'utilisation d'alliances politiques pour sécuriser leur hégémonie. Les États-Unis et les membres de l'OTAN (organisation du traité de l'Atlantique Nord), après la deuxième guerre, se sont assurés un rôle de « policiers du monde ». Comme dans n'importe quel film où il doit y avoir les « good guys » il doit y avoir les « bad guys », qu'ils le soient vraiment, ou simplement parce qu'il est nécessaire de les diaboliser afin que les « good guys » puissent agir. C'est ainsi que les « tyrans pétroliers », ont été groupés de « bad guys » sélectionnés dans le monde par les Etats-Unis, parce qu'ils sont particulièrement riches et « Tyrans ».

Beaucoup de dirigeants des pays riches en pétrole, ont été identifiés par les Etats-Unis comme « tyrans ». Tous les moyens de propagande mondiale ont été utilisés pour attaquer ces « tyrannies » et leurs dirigeants, toutes les formes d'ingérence politique visant à les renverser par tout moyen ont été utilisées, des organismes internationaux (comme l'ONU spatialement son Conseil de sécurité ont été utilisés pour imposer des sanctions sur ces pays et à l'occasion (pour diverses raisons) la guerre frontale a été utilisée contre ces pays pétroliers gouvernés par « tyrans ».

Certes, dans les pays pétroliers il y a eu des tyrannies, comme il y a pu en avoir dans n'importe quel lieu dans le monde. Mais la préférence ou des États-Unis et en Europe pour un tyran, ne dépend pas de son niveau de tyrannie, mais de la façon dont ces personnages traitent l'industrie pétrolière. Si le tyran gère l'entreprise en faveur des pays impériaux, il n'est pas un tyran, il est un « ami ». Si le tyran gère l'entreprise pétrolière dans une perspective nationaliste, c'est un tyran et un ennemi. Les Exemples sont multiples, examinons les !

### **Les bons tyrans**

L'Arabie saoudite est gouvernée par une monarchie avec des dizaines d'années au pouvoir et dont le chef est le roi Abdullah bin Abdul Aziz, dans cette nation il n'y a pas de démocratie, mais une terrible ségrégation sociale et un processus systématique de violation des droits des femmes et des enfants. Ce n'est pas une tyrannie.

Le Venezuela a été gouverné pendant 4 ans à partir de 1988 et par Carlos Andres Perez, qui a envoyé à l'armée pour repousser les manifestations populaires de 1989, faisant plus de 6000 morts dans tout le pays soit au moment des émeutes, soit par la répression et la disparition systématique de personnes dans les jours suivants. Après cela, Pérez a été décrit par le père de George Bush, comme un « démocrate » exemplaire Il ne s'agissait pas d'une tyrannie.

L'Iran a été gouverné par Mohammad Reza Pahlavi connu comme le Shah ou l'empereur d'Iran de, qui fut roi de l'Iran du 16 septembre 1941 jusqu'à la révolution iranienne, le 11 février 1979. Il était le deuxième souverain de la dynastie Pahlavi. Il est célèbre pour avoir supprimé et interdit des partis politiques, pour avoir promu la ségrégation tribale et pour avoir appauvri le peuple iranien en favorisant les secteurs de l'aristocratie de pétrole. Son règne s'est maintenu par la répression. Cela n'était pas considéré comme une tyrannie.

Les exemples de tyrannies avec consentement impérial peuvent être infinis à s'effriter de l'histoire, mais ont tous un dénominateur commun : tous géraient de manière complaisante les richesses pétrolières dans l'inégalité des conditions pour leurs pays et en favorisant les intérêts économiques des transnationales étasuniennes.

### **Les mauvais tyrans**

Regardons la liste des dirigeants des pays riches en pétrole, qui ont reçu le label de « tyrans ». Malgré les actions de ces personnages, dans tous les cas, leur description comme « tyrans » par les États-Unis et l'Europe, a apporté l'élément additionnel justifiant le renversement de ces régimes pour installer le système démocratique occidental et le développement du système économique capitaliste international. Certains d'entre eux ont été destitués par les États-Unis, par les méthodes déjà expliquées, d'autres ont donné naissance à des systèmes de gouvernement plus qu'eux-mêmes. Ce sont :

**Mohammad Mossadegh** : a été le premier ministre démocratiquement élu d'Iran, entre 1951 et 1953. Il est connu pour avoir décrété la nationalisation du pétrole le 20 mars 1951, mesure qui a conduit à l'intervention des États-Unis et la Grande-Bretagne qui financèrent un coup d'état organisé par la CIA en 1953, qui renversa Mossadegh et établit une dictature monarchique avec à sa tête le Shah Mohammad Reza Pahlavi. Il fut accusé de terrorisme international et d'avoir une attitude anti-étasunienne affectant les entreprises transnationales à partir de la nationalisation de l'industrie pétrolière iranienne. Après le départ de Mossadegh Les entreprises de pétrole, retombèrent aux mains de British Petroleum et Texaco, jusqu'à l'arrivée de la révolution islamique de 1979.

**Cipriano Castro** : était un militaire et politicien vénézuélien qui devint chef d'État de 1899 à 1908, premier président de facto après le triomphe d'une guerre civile et à partir de 1901, comme Président constitutionnel du Venezuela. Il proposa de nouvelles règles pour les taxes et les redevances des compagnies pétrolières lesquelles développaient des activités échappant au contrôle. Il entreprit des actions judiciaires spécifiquement contre la Compagnie « New York and Bermúdez, Co. » dans lesquelles la nation réclamait une indemnité de 50 millions de bolivars ; et, deuxièmement, il commence l'expropriation de l'Orénoque Steamship Co. Toutes deux compagnies pétrolières. Ces deux cas actions entraînèrent la rupture des relations diplomatiques entre le Venezuela et les États-Unis en 1908. Année où Castro fut renversé par Juan Vicente Gómez. Castro était décrit comme « tyrannique et incompetent » par les États-Unis juste après la rupture des relations diplomatiques. Sous le gouvernement de Gómez, le Venezuela devint le premier producteur mondial de pétrole, avec une fourniture préférentielle aux Etats-Unis à des prix bas et inhabituels, libres de redevances et offrant une rente préférentielle.

**L'ayatollah Ruhollah Khomeiny** était un imam et un Ayatollah chiites iraniens leader politico-spirituel de la révolution islamique de 1979 et qui le reste encore. Les puissances occidentales le considéraient comme un « leader messianique, dont les initiatives politiques mettaient en danger la stabilité internationale ». En 1979, il a renversé le Shah d'Iran, Mohammad Reza Pahlavi. Khomeiny a dirigé l'Iran jusqu'à sa mort en 1989. Iran nationalisa la compagnie pétrolière et créa de nouvelles règles en matière de taxes et de redevances, et fit des réformes pour faire bénéficier de grands secteurs de la société des

ressources pétrolières. L'Iran est maintenant qualifié (comme au temps de Khomeiny) par les Etats-Unis de « sponsor international du terrorisme et de pays hors-la-loi et tyrannique ».

**Saddam Hussein** : fut 1979 à 2003 avec le soutien de la CIA un dirigeant irakien qui entreprit une guerre contre l'Iran pour renverser le gouvernement de l'Ayatollah. Son gouvernement dans les premières années, a eu le soutien des Etats-Unis des d'armes y compris des gaz et des armes bactériologiques qu'il utiliserait contre l'Iran. Hussein était un allié clé des Etats-Unis, jusqu'à ce qu'il décide de faire des réformes pétrolières dans son pays, l'Irak devint un membre clé de l'OPEP et décida d'attaquer le Koweït (ancienne province pétrolière de l'Irak) pour le rattacher. Après, cela a engendré « Tempête du désert » et la guerre Golfe où les Etats-Unis envahirent le golfe Persique, attaquant l'Irak et créant une zone de non survol. En 2003, au prétexte de l'existence d'armes de destruction massive, les Etats-Unis et d'autres partenaires de l'OTAN, envahirent l'Irak, capturèrent puis exécutèrent Hussein et maintiennent jusqu'à présent une occupation. Il n'y a jamais eu d'armes de destruction massive en Irak. Hussein a été décrit comme « dictateur et bailleur de fonds du terrorisme international ». A présent les accords pétroliers en Irak sont excessivement injustes envers l'Irak et ont tellement libéré la production que le pays en déjà ne fait déjà plus partie de l'OPEP.

**Gamal Abdel Nasser** : était un militaire et un homme d'État égyptien et le principal dirigeant politique arabe de son temps. Il fut président de l'Égypte de 1956 jusqu'à sa mort en 1970. Il nationalisa le Canal de Suez, provoquant une intervention militaire de l'Angleterre avec le soutien des Etats-Unis. L'Égypte, pays pétrolier et pays membre de l'OPEP, fit des réformes dans ce domaine, ce qui signifiait que Nasser était au centre d'attaques et de déstabilisation systématique, sa proposition de l'unité arabe est devenue une ingérence internationale plus constante. Après sa mort naturelle, de nouveaux groupes politiques prirent le pouvoir en l'Égypte, Sadate et puis Hosni Moubarak ouvrirent l'Égypte au marché libre avec l'Europe et les Etats-Unis, signant de nouveaux accords pétroliers préférentiels avec ces pays.

**Jaime Roldós Aguilera** : a été président de l'Équateur de 10 août 1979 jusqu'au 24 mai 1981. Il est mort dans un accident d'avion qui selon de nombreux indices aurait été provoqué. John Perkins, présenté comme un « assassin économique » confirme les actions spécifiques de la CIA pour l'assassiner. Roldos proposa des réformes politiques majeures. Sur la question du pétrole l'Équateur avait à l'époque avec une production de pétrole naissante et les projections futures de gaz, l'intention de créer une entreprise de production nationale au moyen d'une excluant les sociétés transnationales. Il fut présenté par les Etats-Unis comme une « menace » et fut accusé d'être lié au réseau communiste international en seulement 2 ans du gouvernement. Après la mort de Roldos, l'Équateur, repassa sous le contrôle de la classe politique qui l'avait précédé. Le projet pétrolier de Roldos fut transporté vers le futur de telle façon qu'il se réalise aujourd'hui sous la direction de Rafael Correa, l'Équateur disposant de ressources énergétiques suffisantes pour se considérer comme un pays exportateur et être maintenant membre de l'OPEP.

**Isaías Medina Angarita** : Président de la République du Venezuela, de 1941 à 1945. Il a été renversé par un coup d'état « civil-militaire » dans lequel a participé le parti d'Action démocratique. Il décréta l'augmentation de la participation de l'Etat vénézuélien à 50 % des bénéfices du pétrole, établissant également l'obligation pour les titulaires de licences de payer, non seulement les taxes consacrées par cette loi, mais aussi toutes les taxes générales qui seraient instituées c'est pourquoi les compagnies pétrolières ont été soumises depuis au paiement de l'impôt sur le revenu. Les transnationales intéressées ont aidé à son renversement, appuyant les civils et les militaires, parmi lesquels on compte Marcos Pérez Jiménez, qui deviendra plus tard un dictateur, Medina Angarita a été accusé de « nationaliste dangereux ». Après son départ s'ouvre une autre étape dans la dynamique des concessions pétrolières vénézuéliennes.

**Ben Bella** : gouverna l'Algérie entre 1962 et 1965. Ben Bella nationalisa les propriétés abandonnées par les français après la décolonisation, ainsi que d'autres entreprises clés de l'économie du pays. Il établit un régime socialiste fondé sur l'autogestion des petites et moyennes entreprises, entreprit une réforme agraire et conçut un programme de libération des femmes, les encourageant à abandonner le voile et à s'intégrer dans la vie sociale et politique. LE pétrole comme ressource principale de l'Algérie fit l'objet de réformes. Ben Bella a été renversé et emprisonné pendant 10 ans. Il a été accusé de pratiquer la tyrannie et la persécution politique. Après son renversement, les conservateurs au pouvoir sont devenus des alliés de l'Amérique au Maghreb.

**Mahmoud Ahmadinejad** : actuel président de la République islamique d'Iran, depuis le 2 août 2005. Il a continué la politique pétrolière de son pays mise en œuvre depuis le début de la révolution islamique. Cette politique a été très nationaliste et a conduit à l'Iran à une place de puissance moyenne, étant le pays le plus puissant en Asie centrale et l'un des plus influents du golfe Persique. Ahmadinejad et l'Iran sont considérés comme ennemis des Etats-Unis comme parrains du terrorisme international et « obstacle à la paix dans le monde ».ils insistent sur le fait que le programme nucléaire iranien est pacifique (pour la production d'électricité, le dessalement d'eau de mer à usage humain et à des fins médicales) a, à la demande des membres de l'OTAN, engendré des sanctions économiques pour l'Iran. L'Iran est soumis à de possibles actions militaires des États-Unis étant considéré comme une menace contre Israël et le monde occidental par sa possible puissance militaire nucléaire, chose qui n'a pas été confirmée et l'Iran a nié en se soumettant à l'inspection internationale de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique). La droite républicaine américaine au complet, demande à Barak Obama d'agir militairement en Iran, d'envahir ce pays pour « sauvegarder la paix et la sécurité des Etats-Unis ».

**Kadhafi** : dirigeant libyen installé au pouvoir depuis 1969 et qui, depuis les années 1970 a nationalisé l'industrie pétrolière. Bien qu'actuellement l'activité pétrolière ne soit pas entièrement nationalisée, la Libye recèle près de 50 milliards de pétrole ultraléger, le plus convoité et qui avant le conflit de 2011 était dirigé vers l'Europe à raison d'environ 1 600 000 barils par jour. La Richesse de la Libye est estimée à 200 milliards de dollars en dépôts dans les banques européennes. Depuis la politique Kadhafi la Libye est considérée comme un pays hors-la-loi, il a traversé des moments d'isolement international, dont il est sorti seulement après une ouverture de Kadhafi à l'investissement International, principalement français, italien et

britannique. Au début de 2011, les tribus hostiles à Kadhafi, conjointement avec la coopération internationale de mercenaires armés, ont pris des postes militaires du gouvernement, y ont pris l'armement et ont entamé une rébellion contre Kadhafi en essayant de créer une République séparatiste dans l'est pétrolier du pays. Kadhafi a répondu militairement. Les médias internationaux et la diplomatie internationale où les USA ont joué un rôle de premier plan, ont soulevé la nécessité de prendre des mesures contre Kadhafi puisqu'il attaquait des « civils sans défense, qui réclamaient la liberté ». Au moment de la rédaction de cette note, il y a des sanctions économiques et militaires et la création d'une zone d'exclusion aérienne en Libye permettant le bombardement par les États-Unis et la France, avec la collaboration des membres de l'OTAN.

Tripoli est assiégée et les habitants massacrés dans les rues par des mercenaires séditieux et infiltrés, représentant la dissidence du soi-disant Conseil national de transition, soutenu par l'Occident.

Les comptes de la Libye en Europe ont été gelés sans qu'on connaisse leur avenir, confisquant les richesses du peuple et de l'État libyen pour asphyxier Kadhafi. Le maintien au pouvoir de Kadhafi est incertain.

**Hugo Chávez** : dirigeant vénézuélien élu depuis 1998. Avec un Discours anti-impérialiste et une action progressiste, il a fait 2 changements à la Loi sur les hydrocarbures, donnant la priorité à l'État dans la capture des revenus pétroliers et le revenu par la redevance. Il a renationalisé la compagnie pétrolière, mettant un terme à « l'ouverture pétrolière » de la présidence précédente. Après un sabotage pétrolier, il a repris le contrôle complet de l'État sur PDVSA et commence une nouvelle étape dans la politique pétrolière nationale, où l'entreprise d'Etat est le principal actionnaire et l'unique gérant de l'économie pétrolière. Chavez, accusé de « Communiste » par les États-Unis, a subi un coup d'état en 2002, mais deux jours plus tard il a été réinstallé à son poste par les militaires et les civils qui le soutenaient. Il a été constamment accusé par les médias internationaux et la diplomatie étasunienne et européenne de financer le terrorisme international (FARC, ETA, HEZZBOLLAH, le HAMAS et Al-Qaïda), de mettre fin à la liberté d'expression, d'emprisonner ses ennemis politiques et d'entraîner son pays dans la pauvreté grâce à sa version du communisme. Le Venezuela est le pays qui détient les plus grandes réserves de brut lourds et ultralourds certifiées et vérifiées dans le monde, environ 296,5 milliards de barils. Hugo Chávez est la cible de toutes sortes d'attaques politiques et de complots dans son pays, par le biais de secteurs d'opposition principalement constitués par les groupes politiques et économiques (médias, partis et associations) liés aux Etats-Unis qui détenaient la richesse et le pouvoir avant son arrivée. Les gouvernements antérieurs ont conduit des politiques pétrolières préjudiciables à l'intérêt national et en faveur du premier client du pétrole du Venezuela : les Etats-Unis.

La liste est trop courte pour intégrer les cas de pays comme le Nigeria, l'Indonésie et le Gabon, qui ont été membres de l'OPEP, comme aussi le cas des autres pays pétroliers à l'extérieur de l'OPEP. Dans un monde aux ressources de plus en plus limitées, les puissances consommatrices et surtout les Etats-Unis et l'Europe, ont lancé une nouvelle étape dans la chasse aveugle au pétrole que ce soit par les voies régulières de l'entreprise, par la subordination politique des producteurs ou par une intervention militaire directe.

N'apparaissent pas dans cette note, les tyrans anonymes du pétrole, ceux qui gèrent les sociétés pétrolières transnationales qui bénéficient de ces méthodes pour le contrôle de l'énergie. Des entreprises comme Exxon, Halliburton, Chevron, BP, ENI, Shell, entre autres, ont participé ouvertement au financement des politiciens aux États-Unis et en Europe, au soutien aux forces militaires, à la création de lobbies internationaux en soutien à l'ingérence la guerre et au pillage de la richesse des pays visés.

La raison du captage du pétrole bon marché, par les pays développés et même de puissance émergentes comme la Chine, le Brésil et l'Inde, consiste à externaliser les dépenses, à maintenir le système de production et de consommation mondiale. Externaliser les coûts, implique baisser le prix des matières premières à un niveau ridicule, afin de produire à bas prix et ainsi maximiser les profits, dans le même temps de mettre les biens de consommation sur une grande échelle au niveau mondial. Cela indique que, dans la continuité du système mondial capitaliste, aucun pays détenteur de ces matières premières (ne peut éviter ((être soumis (pacifiquement ou violemment) aux intérêts du système de domination mondiale.

Les guerres du pétrole, sont une réalité de notre temps. Nous avons vu le cas de l'Irak et de la Libye, comme les menaces contre l'Iran. Dans le même temps, il convient de souligner les menaces directes et indirectes contre le Venezuela, se souvenant de sénateur Paul Coverdell, qui, comme Rapporteur du Plan Colombie « pour contrôler le Venezuela, il est nécessaire d'occuper militairement la Colombie ». À présent les Etats-Unis ont 7 bases en Colombie et 6 bases dans les Caraïbes, toutes entourant le Venezuela.

Le système des médias internationaux dans les mains des intérêts transnationaux, ont pratiqué la soi-disant « fabrication du consentement » tant au sein des frontières de l'Europe que dans l'arène de l'opinion publique mondiale. Cela consiste à créer l'approbation, créent une masse critique, d'adopter les motifs des guerres et des invasions. Ils ont fabriqué et protégés des tyrans, comme nous l'avons dit, cela dépend sur complaisants qu'ils sont les intérêts économiques des pouvoirs. De cette façon, l'Empire a fait leurs villages dans le service des guerres, assumant un rôle de police dans le monde et en leur faisant croire leurs peuples que ces mesures d'interférence sont dus à des raisons liées à la paix et la sécurité des américains et des européens dans leur propre territoire et d'aide humanitaire. N'oubliez pas que le cas de l'Irak, a été le cas d'une « guerre préventive », c'est-à-dire, envahir l'Irak pour éviter l'attaque avec des armes de destruction massive qui n'a jamais existé, en Europe et aux USA. Ils omettent et refusent, l'entreprise transnationale découlant de la guerre dans les pays occupés.

« Pour voir les fanons de votre voisin brûler, mets les tiens à tremper », explique une expression populaire. Est laissée à la réflexion des pays possédant des Richesses naturelles et ses peuples, la compréhension du cycle historique de notre temps. Une ère de respect pour le droit international, la fabrication des « raisons de guerre » et les actions plus flagrantes des pouvoirs et ses multinationales par des ressources.

Combien de tyrans de pétrole ont été ou sont en fait une telle chose ? Quelques tyrans de pétrole n'ont jamais été ni ne seront appelés comme tel ? Seule la mémoire vivante des peuples a réponse à cette question. Cela nous ne le saurons jamais par CNN, ni par la voix officielle des maîtres du monde.

Mais pour déchiffrer la relation **tyrannie-pétrole** nous pouvons appliquer le principe du rasoir d'Occam (principe philosophique selon lequel, lorsque deux théories égales ont les mêmes conséquences, la théorie qui a le plus de chances d'être correcte est la plus simple). Exprimé en ces termes : qu'est ce qui est le plus probable ?

**Option A :**

Partout dans le monde Les pays riches en pétrole, indépendamment de leur latitude et de leur culture, pour des raisons inexpliquées, ont une forte propension à être dirigés par les tyrans terroristes.

**Option B :**

Les Etats-Unis et l'Europe qualifient tyran à tout dirigeant d'un pays de pétrole qui touche aux entreprises transnationales. L'option la plus simple dans ce cas, est probablement en appliquant le rasoir d'Occam, est l'**option B**, étant la plus simple au premier abord, et étant confirmée par les lignes qui précèdent et étant une réalité inscrite dans l'histoire des pays victimes de l'impérialisme comme étape suprême du capitalisme.

**Mon dernier message au lecteur :**

Si vous vivez dans un pays pétrolier et si votre pays est gouverné selon CNN par un « tyran », n'oubliez pas qu'il est dans le collimateur d'intérêts transnationaux. Votre pays, est un pays de hors-la-loi. Il est probable que des soldats viennent de l'étranger pour vous « libérer » vous et les vôtres, qu'il est possible qu'ils entrent dans votre maison et vous soumettent vous et les vôtres. N'oubliez pas, que lorsque des soldats étrangers, certainement étasuniens sont dans votre pays, ils ne vous entendront probablement pas si vous criez que vous n'êtes pas un terroriste, parce que vous faites partie de l'ennemi. Pas plus qu'ils ne vous entendront vous si vous insistez sur le fait que vous étiez contre la « tyrannie », car vous faites partie de l'ennemi. Comprenez que vous êtes considéré un ennemi, si de l'occupation de leur pays par une force étrangère vous déplaît. Comprenez que, que vous sympathisiez ou non avec votre « tyran », vous serez un ennemi de tout citoyen au sein des frontières des Etats-Unis, surtout si ce citoyen américain est un soldat, est dans l'obligation de vous tuer ou de vous arrêter ou de vous torturer. Sachez que s'ils viennent pour votre pétrole, passera sous occupation par une force étrangère pour des années, et il faudra des décennies pour que votre pays atteigne une situation économique favorable et équitable. Mais voyez le côté positif ; ce qui a conduit ces forces étrangères à « libérer » votre pays, prendra fin, le tyran et le pétrole disparaîtront. Et puis ils s'en iront. Ceci suggère que plus jamais ils ne « libéreront » votre son pays pour ces mêmes raisons. A moins que ne surgisse une autre ressource et que surgisse ensuite un autre tyran qui veut la gérer pour votre bien. Mais ceci est déjà une autre histoire.

Francisco Vielma. Sociologue

1er septembre 2011

Source : [COMAGUER](#)

---

## 4-3 Tony Cartalucci : Le Retrait Des Troupes US D'Irak =Très Suspect - Israël

**Contrôle les Ventes d'Armes de l'Allemagne.** "...Les US sont en fait entrain de colporter l'illusion qu'ils retirent leurs billes d'Irak, ne laissant qu'une force symbolique pour une raison - une raison qui a à voir avec la manœuvre finale jouée contre l'Iran, le dernier domino à tomber dans le «Printemps Arabe» inventé par les US. Il y a deux scénarios possibles..."

Depuis 10 mois l'administration Obama a dirigé le «Printemps Arabe» un processus géopolitique programmé depuis des années et exécuté simultanément dans plusieurs pays au Moyen Orient et en Afrique du Nord début 2011. La conflagration régionale a été alimentée par un flot constant de démentis même de surprise feinte, avec soutien clandestins par les US des groupes d'opposition, puis un soutien plus ouvert et finalement des frappes de l'OTAN, armes, entraînement, et des opérations de forces spéciales mis à disposition de la rébellion en Libye et des armes et soutien aux militants en Syrie. Ces efforts collectifs se déployant de la Tunisie jusqu'aux portes de l'Iran serve un agenda particulier - c'est-à-dire contenir et finalement faire échouer la réémergence de la Russie de même que de contenir la montée en puissance de la Chine.

### **Renverser l'Iran**

Cet agenda déclaré comprend le renversement du gouvernement d'Iran et son intégration dans »l'ordre international « de Wall Street - Londres. Les efforts pour renverser le gouvernement en Syrie par les groupes d'oppositions armés semble-t-il soutenus par les US visent à isoler et provoquer la République islamique pour justifier des représailles acceptables par les US ou Israël (ou les deux). Comme on l'a rapporté de multiples manières le document contenant les plans précis que ces stratèges ont conçu c'est le rapport «Which Path to Persia « du Brookings Institution financé par les 500 plus grosses fortunes.

Dedans on y déclare spécifiquement :

*« ... Ce serait bien préférable si les US pouvaient citer une provocation iranienne comme justification pour les attaques aériennes avant de les lancer. Evidemment, le plus choquant, le plus mortel et le moins provoqué cette action de l'Iran, le mieux cela serait pour les Etats Unis. Bien sûr se serait très difficile pour les US d'inciter l'Iran à une telle provocation sans que le reste du monde ne reconnaisse ce jeu, ce qui le saperait. (L'une des méthodes qui pourrait avoir du succès c'est de pousser clandestinement à des efforts pour changer le régime dans l'espoir que Téhéran lancerait ouvertement des représailles, ou*

*semi ouvertement, qui pourraient alors être décrites comme un acte d'agression iranien non provoqué).*

»

La « Révolutions Verte » de 2009 était justement une telle tentative de « changement de régime clandestin » pour « inciter l'Iran à une telle provocation » bien que cela ait échoué lamentablement. Il semble qu'en plus de financer, armer, et héberger le groupe terroriste MEK (Mujahedin -e Khalq), les US ont également pris sur eux de fabriquer totalement de « telles provocations ». Le complot récent du DEA d'assassinat de l'ambassadeur saoudien annoncé par le procureur général Eric Holder vacille sérieusement surtout depuis que l'Iran a affirmé pour le nier que le membre supposé des Forces Quds que les US disent impliqué pourrait être en fait un membre de l'organisation terroriste citée ci-dessus MEK soutenue par les US. Les US ont tout fait pour pousser l'Arabie Saoudite à adopter une position plus dure contre Téhéran. Le rapport du Brookings le disait en 2009 :

*« Par exemple, l'Arabie Saoudite est totalement apoplectique concernant le programme nucléaire iranien, de même que leur ingérence au Liban, en Irak, et dans les territoires palestiniens. Pourtant jusqu'à présent, Riyad a fait clairement comprendre qu'ils ne soutiendraient pas d'opérations militaires d'une quelconque nature contre l'Iran. Cela pourrait certainement changer mais difficile d'imaginer ce que cela nécessiterait. »*

« ... Difficile d'imaginer ce que cela nécessiterait ». Peut être des terroristes MEK se faisant passer pour des Forces de Quds manipulant un drogué vendeur de voitures d'occasion pour arranger un complot pour tuer l'ambassadeur saoudien et puis accuser l'Iran.

Avec le sort de la Libye pas résolu, des troupes US à la fois en Irak et en Afghanistan et une vigueur renouvelée envers la Syrie après la chute supposée du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, il est fort peu probable que les US aient abandonné leurs plans pour finalement renverser le régime iranien comme ultime cible de cette campagne régionale. En fait, un grand nombre dans l'administration Obama ont été les supporters les plus enthousiastes pour exécuter le but final de cette stratégie à long terme démarrée sous l'administration Bush. Le candidat à la présidentielle de 2008 John McCain et bien sûr toute la troupe des décideurs politiques non élus financés par les multinationales appartenant aux bureaux du Brookings Institution, du Foreign Policy Initiative, et de l'American Enterprise Institute (AEI) ont été des plus désireux de faire avancer tout le temps cet agenda.

Que ces décideurs politiques -qui ont aidé à concevoir et soutiennent actuellement la politique d'Obama - boudent maintenant la décision d'Obama de retirer les troupes d'Irak alors qu'en fait Obama ne l'a pas décidé et ne prendra jamais de telles décisions est très suspect. Kenneth Pollack, l'un des co-auteur du rapport «Which Path to Persia » a exprimé il y a peu sa consternation dans un article intitulé “ “With a Whimper, Not a Bang.” «Pas de Bang, un Gémissement ». Frédéric Kagan l'architecte derrière le « renforcement des troupes » en Irak de l'AEI financé par les multinationales c'est également plaint dans un article intitulé « Obama abandonne Irak » « Obama Abandonne l'Irak ». Kagan affirme explicitement que le retrait *«ce serait satisfaire le seul objectif le plus important que Téhéran poursuit depuis des années - le retrait complet des forces militaires US d'Irak. »*

### **Scénarios Possibles**

Les US sont en fait entrain de colporter l'illusion qu'ils retirent leurs billes d'Irak, ne laissant qu'une force symbolique pour une raison - une raison qui a à voir avec la manœuvre finale jouée contre l'Iran, le dernier domino à tomber dans le « Printemps Arabe » inventé par les US. Il y a deux scénarios possibles :

**1.** Laisser une petite force symbolique que les Iraniens attaqueront en Irak après une attaque aérienne « unilatérale » israélienne. Quoique décide de faire l'Iran il pourrait ne pas pouvoir le faire de façon soutenue mais le fera lors des premières phases vicieusement. En laissant une force symbolique en Irak les US peuvent obtenir la sympathie nécessaire et la colère politiquement parlant en interne pour lancer une opération plus large contre l'Iran en « représailles ».

**2.** Feindre de se désengager du Moyen Orient et quand une attaque terroriste sous faux pavillon ou une autre provocation est commise contre les US cela aura l'air d'un acte de guerre énorme de l'Iran. Tandis qu'une présence réduite des US au Moyen Orient devrait créer encore plus de patience à Téhéran les scénaristes du dernier complot pour assassiner l'ambassadeur saoudien ont bien pris soin de dire que «

*l'Iran est devenu audacieux* » un point de discussion répété à l'envie dans les airs et mis dans l'esprit des Américains crédules.

C'est plus que de la simple spéculation. Dans le rapport de la Brookings Institution, « Which Path to Persia » pratiquement toutes les mesures extrêmes proposées dans le rapport ont été exécutées. Les seules options restant sur la table non utilisées incluent une attaque aérienne unilatérale ayant pour but de provoquer des représailles significatives faisant ainsi entrer les US en guerre contre l'Iran et toute une panoplie d'options pour provoquer une invasion à grande échelle.

Dans une partie du rapport intitulé « Leave it to Bibi : Allowing or Encouraging an Israeli Military Airstrike » - Laissez faire Bibi : autorisé ou encouragé une frappe militaire aérienne israélienne ( page 89 , page 102 voir document pdf joint à gauche de la photo) il semble que les services secrets israéliens travaillent aussi avec l'organisation terroriste MEK :

*« Les opérations des services secrets israéliens contre l'Iran ont été intensifiées bien avant et incluaient l'utilisation de tierces parties pour publier la menace iranienne sans révéler la main d'Israël. Les programmes secrets d'enrichissement et de réacteur à eau lourde de l'Iran ont été rendus publics en Août 2002 par un groupe dissident iranien ( the Mujahedin- e Khalq - - - MEK ndlt) qui a dit on reçu l'information involontairement des services secrets israéliens. »*

Le rapport continue en parlant d'une attaque israélienne autorisée par les US :

*« Cependant, comme noté dans le chapitre précédent, les attaques aériennes en elles-mêmes sont en fait simplement le début de cette politique. Les Iraniens de nouveau reconstruiront leurs sites nucléaires. Ils mèneraient probablement des représailles contre Israël et pourraient mener des représailles contre les US aussi ( Ce qui pourrait créer un prétexte pour des frappes aériennes américaines ou même une invasion »).*

Autoriser les Israéliens à attaquer par air et sacrifier des troupes US au sol en Irak comme prétexte pour élargir la guerre est très certainement une possibilité. Le rapport continue en affirmant la nécessité de maintenir un certain niveau de déniabilité plausible concernant les frappes aériennes israéliennes. Des troupes US en Irak impliqueraient par défaut l'Amérique dans toute frappe aérienne israélienne nécessitant de survoler l'espace aérien irakien. Des troupes US » entrain de se retirer » d'Irak pourraient peut être réduire de telles implications et feraient de même apparaître des représailles iraniennes comme encore plus «choquantes, mortelles, et non provoquées ».

Nous pouvons être sur qu'après des années de mise en application d'un agenda élaboré avant sa présidence Obama n'a pas brusquement décidé unilatéralement de retirer les troupes d'Irak. La duplicité de son administration et son ardeur à l'égard du « Printemps Arabe » concocté par les US tout ceci nous montre que l'agenda global inclue aussi d'encercler et de renverser le gouvernement en Iran. Cela n'a pas échappé à l'attention de la Maison Blanche qu'un retrait d'Irak fournirait à l'Iran un espace pour respirer très convoité et diminuerait de manière importante l'influence des US au Moyen Orient.

Tout comme le faux rapprochement entre l'Occident et Kadhafi de Libye avant que les US ne réarment, réorganisent, et lâchent le Libyan Islamic Fighting Group ( LIFG) quand l'Occident revient tourmenter Téhéran il reviendra avec l'idée de vengeance. Surveillez Israël pour leur attaque et les US complices attendant une nouvelle fois de « diriger en coulisse ». Et si vous avez quelqu'un que vous connaissez dans l'armée US stationné en Irak restant derrière préparez vous au pire absolu. Comme Henri Kissinger l'a dit une fois brutalement : « les soldats sont des animaux débiles, stupides à utiliser comme pions pour la politique étrangère. » (Woodward and Bernstein The Final Days in chapter 14). Certainement que quelques GI's morts en Irak après des représailles iraniennes pour une attaque aérienne israélienne seraient effectivement les pions dont la « politique étrangère » a besoin pour avancer.

On peut simplement espérer que cette analyse pessimiste est complètement fautive et que les US sont dépassés et ont simplement décidé de se retirer du champ de bataille et finalement de l'Empire.

Cependant si l'instabilité continue de se développer en Syrie, ce qui est principalement une guerre US de proxy de basse intensité contre Damas et par conséquent contre Téhéran on peut être sur que tout optimisme sera rapidement écrasé contre le mur par les oligarchies multinationales financières de Wall Street-Londres.

PS/MD : Obama affirme que toutes les troupes américaines partiront d'Irak. Ce qu'il oublie de dire c'est que 16 000 membres du personnel de l'ambassade US - la plus grande du monde - située dans la Zone Verte à Bagdad et dont un bon nombre sont des agents de renseignements et autres agents de forces

spéciales militaires vont rester à demeure de même que 5000 agents de sécurité appartenant à des sociétés privées (des mercenaires).

Des "pions" pour utiliser le vocabulaire de Kissinger dans la "politique étrangère" US en Irak ?

Israël contrôle les ventes d'armes de l'Allemagne au Moyen Orient

Selon un article du quotidien allemand Der Spiegel, Israël a donné son feu vert au gouvernement allemand pour la vente de tanks à l'Arabie Saoudite. Début 2011 ce dernier avait demandé au premier ministre israélien Benjamin Netanyahu son opinion sur la vente de ces armes.

*« Israël n'avait pas d'objection à ce moment là. Des contacts entre Jérusalem (al-Quds) et Riyad s'étaient améliorés les années précédentes, l'Arabie Saoudite devenant l'un des alliés les plus importants d'Israël dans le combat contre le programme nucléaire iranien. Le gouvernement des US a aussi donné son accord »*

Selon la politique du ministère de la défense allemand, aucun gouvernement n'est autorisé à vendre d'équipement militaire à un état arabe à cause des intérêts sécuritaires d'Israël.

Début Juillet le Der Spiegel a révélé que le gouvernement de Merkel et son cabinet avait approuvé la vente de plus de 200 tanks de type Leopard 2A7 à l'Arabie Saoudite. Cette décision a été critiquée par des partis d'opposition compte tenu du fait que l'Arabie Saoudite est intervenue militairement en début d'année en envahissant le Bahraïn à la demande de la dictature royale des Al Kalifah pour y réprimer par la violence des manifestations demandant plus de démocratie dans ce pays.

Cette décision montre à quel point l'Allemagne est soumise au régime sioniste.

Mais aussi dans le contexte du « Printemps Arabe » - dont Ryad contribue également à tirer les ficelles en coulisse (Syrie, Libye, Yemen)- comment l'Arabie Saoudite s'est alliée avec Israël le feu vert de Tel Aviv à la vente de tanks allemands à Ryad en étant une preuve éclatante.

Après tout si l'armée israélienne ne peut pas utiliser l'espace aérien irakien pour aller bombarder les installations nucléaires iraniennes, les Saoudiens se feront un plaisir d'ouvrir le leur, juste retour d'ascenseur !

Alors ces tanks allemands vendus aux Saoudiens contre qui vont-ils servir ? A réprimer dans le sang les manifestations shi'ites dans les émirats du Golfe et en Arabie Saoudite si l'Iran est bombardé puisqu'il existe un accord de coopération militaire entre ses pays ?

Mireille Delamarre

Dimanche 23 Octobre 2011

Tony Cartalucci - traduction info + Mireille Delamarre

[http://www.planetenonviolence.org/Le-Retrait-Des-Troupes-US-D-Irak-Tres-Suspect-Israel-Controle-Les-Ventes-D-Armes-De-L-Allemagne\\_a2506.html](http://www.planetenonviolence.org/Le-Retrait-Des-Troupes-US-D-Irak-Tres-Suspect-Israel-Controle-Les-Ventes-D-Armes-De-L-Allemagne_a2506.html)

---

## 5 Annexe

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

### 5-1 Justin Logan : Iran: Les USA doivent retenir les leçons de la guerre en Irak

Publié le 18/11/2011

- **Les Américains devraient réfléchir longuement et sérieusement avant de se laisser vendre l'idée d'une nouvelle guerre, en Iran, par les mêmes personnes qui ont mené l'Amérique en Irak.**
- Au cours des 10 dernières années, l'Amérique a mené des guerres en Afghanistan, en Irak, en Libye, et à travers la péninsule arabe. La dernière chose dont elle a besoin aujourd'hui, est une autre guerre dans le monde musulman.

- La première raison est que l'Iran, malgré les rapports des médias, n'est pas en train d'acquérir une arme nucléaire. Comme le rapport de l'AIEA l'a indiqué, il n'y a pas eu de détournement de matières fissiles provenant d'installations connues à l'intérieur de l'Iran, et sans matières fissiles que les Iraniens pourraient enrichir aux niveaux requis pour une arme nucléaire, ils ne peuvent pas passer au nucléaire militaire. L'Iran aurait besoin soit de mettre à la porte les inspecteurs et de détourner ses stocks existants, ou bien développer d'importantes installations d'enrichissement, sans être détecté par le monde extérieur. Mettre à la porte les inspecteurs serait facilement observable, et il est peu probable que l'Iran dispose d'installations secrètes suffisantes pour y produire des armes nucléaires dans un avenir proche.
- En outre, bombarder l'Iran ne ferait que retarder, et non arrêter, son programme nucléaire. Cela conforterait par ailleurs les Iraniens dans la croyance qu'ils ont besoin d'une bombe pour se protéger des États-Unis et Israël. Les différentes leçons enseignées par l'Irak et la Libye d'une part, et la Corée du Nord, de l'autre, deviendraient encore plus âpres. La campagne de bombardement massif qui serait nécessaire pour atteindre les sites importants en Iran risque aussi de rallier la population iranienne derrière un régime qui a grandement perdu en légitimité depuis des années. La réponse probable de l'Iran pourrait transformer le Moyen Orient tout entier – y compris Israël, l'Irak et l'Afghanistan – en un chaudron de la violence.
- Il y a huit ans, l'*establishment* de la politique étrangère des deux partis démocrate et républicain a conduit le peuple américain dans une guerre en Irak qui a eu des conséquences dévastatrices pour l'Amérique et pour le monde. Beaucoup de ces mêmes élites sont actuellement en train d'appeler à une autre guerre au Moyen-Orient. Chat échaudé craint l'eau froide, en règle générale : les Américains devraient donc réfléchir longuement et sérieusement avant de se laisser vendre l'idée d'une autre guerre par les mêmes personnes qui ont mené l'Amérique en Irak.

Publié le 18/11/2011

Justin Logan (\*), depuis Washington D.C., États-Unis

Article publié en collaboration avec [UnMondeLibre](#)

---

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19